

NOS SERVICES PUBLICS EN DANGER ENSEMBLE POUR LEUR DEFENSE

Les services publics sont l'affaire de tous. C'est la raison d'être de cette publication de l'Union départementale CGT du Val d'Oise. Les politiques gouvernementales se succèdent mais la logique de la casse programmée des services publics reste.

Nous défendons au contraire à la CGT un service public de qualité qui réponde aux besoins des usagers. Il ne s'agit pas de penser les besoins sociaux comme des coûts mais bien comme les outils d'un vivre ensemble indispensable aujourd'hui.

C'est la force de notre confédération de mettre en commun, nos militant-e-s, nos luttes et nos organisations syndicales et interprofessionnelles pour proposer un autre projet de société. Vous trouverez dans cette publication un article sur les MSAP dans le Val d'Oise, sur la disparition progressive de l'accueil aux finances, sur le logement et sur l'éducation prioritaire dans le Val d'Oise.

Le nouveau service public



Plus que jamais, il est nécessaire de nous unir pour défendre et développer les services publics.

TOUT EST POSSIBLE ! SAUVONS TOUS ENSEMBLE NOTRE SERVICE PUBLIC GARANT DE SOLIDARITE ET D'EGALITE DE TRAITEMENT POUR TOUS !

MSAP : Rationalisation ou réduction des services publics ?

Des « Maisons » mais bien vides...

Concrètement, à la place d'un bureau de poste, d'une CAF, d'une CPAM, d'un service administratif, d'un centre des impôts... avec du personnel, on trouve une maison de services au public avec un seul agent, qui n'aura pas pour vocation de « conseiller et aider le public sur les opérations qu'il entend faire et qui ne délivrera que des informations de nature générale au public. L'agent devra maîtriser les règles et procédures des divers partenaires représentés tout en donnant du sens au développement du chiffre d'affaire » (dixit La Poste).

En bref, lorsque nous voudrions un renseignement précis sur nos droits ou notre situation en matière de retraite ou de remboursement maladie, ou

d'emploi, nous aurons devant nous qu'un clavier d'ordinateur.

Le but réel de la création de ses maisons de services au public est toujours plus de profits immédiats et la suppression de nombreuses agences (CAF, CPAM...), bureaux de Poste... et de centaines d'emplois !

La poste a déjà transféré une partie de l'activité de ses guichets. En 2014, sur les 17 075 points de contact, 9 574 étaient de vrais bureaux de poste contre 7 501 points de contact externalisés (5 440 agences postales communales et 2 601 relais poste tenus par des commerçants). Il y a encore peu de temps, il existait dans bon nombre de chefs-lieux de canton des permanences de la CPAM, de

NOS SERVICES PUBLICS EN DANGER ENSEMBLE POUR LEUR DEFENSE

la CAF etc. C'est à ces endroits que l'on transforme les bureaux de poste en maisons de services au public.

Dans le Val-d'Oise, 4 maisons de services au public vont ouvrir ou ont déjà ouvert (à Vigny en octobre 2016, puis bientôt à Vétheuil, Nesles-la-Vallée et Moisselles). Les partenaires prévus pour le moment sont la poste, pôle emploi, la CAF et la CPAM.

Dans le même temps, 30 bureaux de poste ont fermé leurs portes en 2016. En 2017 : Douze d'entre eux seront transformés en agences postales communales, cinq en maisons de services au public, six en relais poste urbain, deux en bureaux tout automates sans agents cinq bureaux seront définitivement fermés Il est annoncé que 68 postes de guichetiers pourraient être supprimés. La CGT s'oppose totalement à la mise en place des MSAP, on oublie de mentionner pourquoi on est arrivé à une telle situation et avec quel zèle les directions des services publics de La Poste, d'EDF et GDF, de Pôle Emploi, des caisses d'allocations familiales (CAF) et de l'assurance maladie (CPAM) ont fermé par centaines des lieux d'accueils aux usagers ces dernières années dans les 8 départements franciliens.

Pour la CGT c'est une politique de libéralisation à marche forcée du service public. C'est le prétexte d'une nouvelle vague de fermetures de bureaux de Poste pour développer les activités commerciales et bancaires lucratives, de fermetures d'accueils physiques des CPAM et des CAF... quand le nombre d'allocataires du RSA ou de la CMU-C ne cessent de progresser.

Pour nos directions que les usagers des Services Publics confrontés au licenciement et au chômage, à la maladie, à



la précarité de l'emploi, à la cherté d'un loyer se débrouillent qu'ils aillent sur Internet ou dans les « Msap » proposant un service au rabais, confrontés à des agents formés au mieux quelques jours... !

Au contraire pour la CGT, il faut développer les Services Publics et ses accueils de proximité, sortir de ces choix politiques d'austérité pour les budgets publics. Les moyens existent, en 2016, 30 milliards d'exonérations de cotisations patronales assèchent les caisses de la Sécu et 20 milliards pris sur le budget de l'Etat au titre du CICE sont distribués aux grandes entreprises sans aucune contrepartie.

Tous nos services publics font partie intégrante de notre vie quotidienne, de notre société, ils représentent nos droits et notre richesse. Exigeons ensemble le maintien de tous nos Services Publics et leurs pérennités.

Finances Publiques : « accueil » où es tu ?

Aux Finances Publiques, c'est plus de 300 emplois qui ont été supprimés ces dernières années. Les trésoreries de Vigny, Argenteuil OPHLM, Beauchamp-Taverny, Franconville et Viarmes ont déjà disparues. En 2017, sont amenées à disparaître également, les trésoreries de Sannois, Cormeilles et la recette des Finances de Sarcelles. Ce n'est

que la face visible de l'iceberg car s'y ajoutent des fusions et des départementalisations de services. Le public est chassé des accueils en réduisant les horaires d'ouverture pour décourager de venir, en obligeant au paiement par internet, en généralisant l'accueil sur rendez-vous et en orientant bientôt vers des bornes internet.

Union Départementale CGT des syndicats du Val d'Oise

26, rue Francis Combe ☐ 95000 CERGY ☐ Téléphone : 01 30 32 60 22 ☐ Télécopie : 01 34 24 98 06 ☐ e-mail : ud@cgt95.fr

NOS SERVICES PUBLICS EN DANGER ENSEMBLE POUR LEUR DEFENSE

POLITIQUES D'AUSTÉRITÉ, RÉFORMES TERRITORIALES... SERVICE PUBLIC DU LOGEMENT...

Derrière les discours où en est-on ? François Hollande annonçait en mars 2013 : « un plan d'urgence pour le logement ». Enfonçant le clou, Cécile Duflot, alors ministre du Logement, déclarait : « Un toit, c'est un droit. Nous n'avons pas le droit de faire preuve de laxisme ou de tiédeur quand il s'agit d'agir en faveur de la construction de logements ».

Après les élections municipales, deux remaniements gouvernementaux, l'annonce de 50 milliards d'euros d'économies sur les dépenses publiques, c'est au final à une année de ruptures et de revirements auxquels nous avons assisté avec la remise en cause de l'encadrement des loyers et de la Garantie universelle des loyers (GUL) et un nouveau plan de relance de la construction par le soutien et la libération du marché.

Et les Offices Publics de l'Habitat ?

Le scandale des municipalités « passées » à droite en mars 2014 accentue la pénurie. Elles jouent souvent contre le logement social. Dans ces villes, des dizaines de programmes de construction de logements sociaux sont arrêtés ou en attente. Ils représentent l'abandon de



36 % des projets de construction sociale franciliens, soit plus de 6 000 logements. La réforme territoriale et celle des collectivités locales auront des conséquences directes sur la production sociale avec un danger de fusion des Offices HLM et de perte de compétences pour les communes qui construisent du logement social. La privatisation du logement social, l'impact de la réforme territoriale, mettent à mal non seulement le droit au logement pour tous, mais également les conditions de travail et les garanties collectives des salariés qui y exercent leur activité.

La réforme territoriale organise la compétition et la mise en concurrence des collectivités sans apporter de réponses aux besoins sociaux.

La mise en place d'un véritable Service Public de Logement c'est :

L'accès au logement décent et le maintien dans les lieux sans discrimination de nationalité, de situation sociale.

Une réelle politique d'encadrement des loyers et une obligation forte de l'application de la loi SRU dans chaque commune, à minima : 25 % de logements sociaux pour lutter contre le logement cher.

+ DE 3,5 MILLIONS
DE MAL LOGÉS EN FRANCE



Union Départementale CGT des syndicats du Val d'Oise

26, rue Francis Combe ☐ 95000 CERGY ☐ Téléphone : 01 30 32 60 22 ☐ Télécopie : 01 34 24 98 06 ☐ e-mail : ud@cgt95.fr

NOS SERVICES PUBLICS EN DANGER ENSEMBLE POUR LEUR DEFENSE

Vers une disparition de l'éducation prioritaire dans les lycées ?

Fin 2015, le ministère de l'éducation nationale mettait en place une réforme de l'éducation prioritaire (les anciennes ZEP). Celle-ci excluait d'office les lycées de l'éducation prioritaire. Concrètement, les conséquences sont simples. Les lycées situés dans les zones les plus défavorisées du département vont voir leurs moyens humains et de fonctionnement baisser sensiblement dans les prochaines années. Supprimer l'éducation prioritaire en lycée signifie que l'on considère que les inégalités sociales et éducatives s'arrêtent après le collège. Au contraire, c'est ainsi renforcer la reproduction sociale, l'échec scolaire, le décrochage...

Car finalement, cette disparition programmée n'est rien de moins qu'une nouvelle attaque contre les quartiers populaires et contre les personnels qui y travaillent. Supprimer la logique de donner plus à ceux qui ont le moins, c'est entériner une reproduction sociale qui est de plus en plus forte.



Le Val d'Oise est particulièrement concerné par cette mesure. En effet, une vingtaine de lycées bénéficie dans le département de moyens supplémentaires que cela soit sur Argenteuil, Bezons, Sarcelles, Garges, Goussainville... Les personnels avec la CGT Educ'action 95 et une intersyndicale (SNES, SUD et FO) ont appelé à 8 journées de grève. Certains établissements ont lancé un mouvement reconductible au début de l'année civile. Cette lutte a permis de mettre en évidence à la fois la combativité des personnels attachés à leur outil de travail et qui revendique surtout des conditions de travail satisfaisantes pour les élèves afin de permettre la réussite de tous. C'est donc bien de service public dont il est question ici et de justice sociale. Comme les autres services publics, l'éducation joue un rôle majeur dans la société. Elle est donc un enjeu majeur. La CGT Educ'action 95 continuera, avec son union départementale et sa confédération, de revendiquer une école émancipatrice permettant la réussite de tous les élèves des quartiers populaires du Val d'Oise comme ailleurs.

La CGT dans le Val d'Oise :

Où nous trouver ?

Union Départementale CGT des syndicats du Val d'Oise
26, rue Francis Combe ☐ 95000 CERGY ☐ Téléphone : 01 30 32 60 22 ☐ Télécopie : 01 34 24 98 06 ☐ e-mail : ud@cgt95.fr

Retrouvez nous sur internet :

http://www.cgt95.fr/?page_id=12

Union Départementale CGT des syndicats du Val d'Oise

26, rue Francis Combe ☐ 95000 CERGY ☐ Téléphone : 01 30 32 60 22 ☐ Télécopie : 01 34 24 98 06 ☐ e-mail : ud@cgt95.fr